

Unité départementale d'Eure-et-Loir

Chartres, le 24/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



Coopéra Agri de Bonneval Beauce/Perche

Le Grand Boissay
28310 TOURY

Références : VAT20220042

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement Coopéra Agri de Bonneval Beauce/Perche implanté Le Grand Boissay 28310 TOURY. L'inspection a été annoncée le 19/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection statue sur les suites données aux deux non-conformités et la remarque émises dans le cadre de la visite d'inspection du 28 septembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopéra Agri de Bonneval Beauce/Perche
- Le Grand Boissay 28310 TOURY
- Code AIOT dans GUN : 0010000368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : sans objet

L'établissement de Toury de la société CABBP relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du fait du volume de ses silos de stockage de céréales.

Il relève également de l'enregistrement par suite de la création de ce régime pour ses activités de fabrication de semences, et de la déclaration notamment pour l'entrepôt abritant le stockage de semences conditionnées associé à sa station de semences.

Ces activités sont encadrées par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°1867 du 1er décembre 2000, modifié et complété par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2021 de prescriptions complémentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la mise en œuvre des dispositifs de désenfumage imposés par l'article 8.3.4 de l'APC du 9 juin 2021, notamment en son point 3 ;
- la détection automatique d'incendie de l'entrepôt de stockage des semences conditionnées, avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant (art. 12 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017).
- la prévention des risques liés aux appareils de manutention (art.15 de l'AM du 29 mars 2004).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	« susceptible de suites administratives »	
Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Art. 12.	« avec suites administratives » Proposition APMD	
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 8.3.4 – Point 3	« avec suites administratives » Proposition APMD	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.
Constats : Conforme
Observations : A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) relatifs aux travaux concernant la rénovation de la manutention du silo A, avec la mise en place d'un filtre à manches sur l'aspiration centralisée de ce même silo. Ce document comporte les justificatifs relatifs au dimensionnement de l'événement.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Art. 12.
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.
Constats : Conforme
Observations : La visite in-situ a permis de constater la mise en place d'un système de détection incendie au niveau de l'entrepôt de stockage des semences conditionnées (rubrique ICPE 1510). Le dispositif comporte 32 détecteurs à infra-rouge et une centrale d'acquisition ESSER. Un essai de fonctionnement de la détection incendie de l'entrepôt de stockage des semences conditionnées a permis de constater le bon fonctionnement de l'alarme et des témoins in-situ. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. En réponse aux constats de l'inspection du 28 septembre 2021, l'exploitant dispose désormais d'un report de l'alarme incendie en tout temps. Ainsi, les alarmes sont retransmises vers trois postes téléphoniques : 2 personnels du site et le Responsable sécurité environnement et investissements de la CABBP. Une consigne encadre les modalités de gestion de ces alarmes et la levée de doute à initier en cas de déclenchement de l'alarme incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 8.3.4 – Point 3
Prescription contrôlée : Les tours de travail n° 1 et 2 abritant les lignes de triages B3 et B4 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commande automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 % de la superficie à désenfumer. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol des locaux associés aux lignes de triages B3 et B4. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès à ces locaux. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.
Constats : Conforme
Observations : En réponse aux constats de l'inspection du 2021, l'exploitant a équipé, en partie haute, les tours de travail n° 1 et 2 abritant les lignes de triages B3 et B4, de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie : <ul style="list-style-type: none">• tour B4 : 2.3 m² ;• tour B3 : 1.2 m². Les commandes de ces dispositifs sont implantées au RDC du bâtiment qui abrite ces tours. A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé au déclenchement de la trappe de désenfumage de la ligne B4. Ce test n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite